



NATIONS UNIES  
DROITS DE L'HOMME  
HAUT-COMMISSARIAT

Centre pour les Droits de l'Homme  
et la Démocratie en Afrique Centrale

## RIGHTS & DEMOCRACY FOCUS

A monthly publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa

N° 63 du 28 mai 2014

# CARO briefs Central Africa ambassadors on human rights promotion efforts



*Director and Ambassadors pose for family photo after briefing*

*At a meeting in the conference room of CARO, the diplomats from Chad, Congo, Gabon, Central Africa Republic (CAR) and Equatorial Guinea all admitted that the Centre had played a major role in ensuring the promotion and protection of human rights, but called for more collective and innovative approaches in ending rights violations in CAR.*

*(cont p.2)*





Ambassadors of Central African countries covered by the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa accredited to Cameroon have expressed satisfaction over the human rights promotion efforts of the Centre in 2013 and the first quarter of 2014. They have also unanimously pledged to facilitate the realization of the Centre's activities by advocating and liaising with their respective governments in ensuring that they do not only end at signing and ratifying human rights treaties but also ensure their effective implementation.

The diplomats made the remarks Thursday, 8 May 2014 in Yaoundé-Cameroon during the annual briefing of ambassadors of countries covered by the Centre. They expressed regrets over the crisis in Central Africa Republic, wondering if the current measures taken by the international community were bearing any fruits, especially as



Diplomatic corps

human rights violations in neighboring countries remained on a steady increase. *"I wonder if the approach taken by the international community to end the crisis in CAR is the best"*, stressed Gisèle BOUANGA-KALOU, Congo Ambassador to Cameroon.

While making a panoramic but succinct presentation of its achievements in the past year and perspectives for the rest of 2014, the Regional Representative and Director of the Centre Ahowanou

Agbessi said successes were recorded in various domains notably the fight against discrimination and impunity, the promotion of democracy and governance, and cooperation with

international human rights mechanisms in the sub region. He added that in the months ahead, more activities will be carried out in the countries covered by the Centre, reasons why he emphasized the need for greater involvement and commitment by the Ambassadors to the human rights course, insisting that the Centre was created to assist member states and thus must be supported in its role.

Ahowanou Agbessi also announced to the delight of the ambassadors that the Centre will henceforth make a monthly briefing to the diplomatic community and international humanitarian organizations accredited to Cameroon on the state of human rights in the Central Africa Republic.



CARO Staff

By UNCHR

## Instrument des droits de l'homme : l'Etat gabonais exhorté à aller au-delà de la ratification

*Le Représentant régional du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a formulé ce vœu à Libreville lors de la cérémonie d'ouverture d'une série d'activités sur la promotion et protection des droits de l'homme et la lutte contre les discriminations, le 22 avril 2014.*



**Libreville 22 avril 2014** - Le Gabon vient de marquer l'histoire comme le premier pays Africain ayant ratifié le Protocole facultatif au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Une action qui a attiré des réactions positives de part et d'autre. Avec cet engagement ferme du Gabon, le Représentant régional pour l'Afrique centrale du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, M. Ahowanou Agbessi a tenu à rappeler les obligations qui découlent de cet engagement, mais aussi à préciser la disponibilité du Centre à appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre des dispositions de ce Protocole au niveau national. Aux participants venant de la Commission nationale des

droits de l'homme, de la direction générale des droits de l'homme et de la société civile, il a prescrit un véritable travail en réseau, des relations de travail harmonieuses et la formation continue en vue de répondre efficacement aux besoins des populations. *« la Commission nationale des droits de l'homme, la Direction générale des droits de l'homme et les OSC ne pourront véritablement réaliser leur important rôle en matière de plaidoyer pour la promotion et la protection des droits de l'homme par le législateur, que s'ils sont imprégnés des questions de droits de l'homme d'une manière générale et des techniques de plaidoyer pour une meilleure internalisation des obligations découlant des*

*traités internationaux en matière de droits de l'homme ratifiés par le Gabon », a-t' il précisé.* Des propos soutenus par la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Gabon Madame Marie Evelyne Petrus Barry. *« Il ne doit pas avoir des écarts dans les lois nationales surtout en matière de discrimination », a-t-elle insisté,* en ajoutant que les organisations des droits de l'homme au niveau national devraient également jouer un rôle complémentaire permettant au pays d'aller de l'avant dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle a remercié le gouvernement du Gabon pour son engagement dans le domaine des droits de l'homme et son soutien aux activités des agences du Système des Nations Unies. Pour sa part, le Président de la Commission nationale des droits de l'homme Me Homa Moussavou a insisté sur la nécessité d'amener l'éducation aux droits de l'homme au niveau des communautés pour permettre aux détenteurs des droits de bien les connaître afin de les réclamer. Ouvrant les travaux, le Directeur Général adjoint des droits de l'homme M. Mathieu Ekwa Ngui, représentant le Ministre des droits de l'homme, a remercié le Centre pour son appui continu et a émis le vœu que les droits de l'homme deviennent une réalité avec la contribution de tous les acteurs au Gabon.

*Par le CNUDHD*





## Cameroon: NHRI, CSOs sharpen skills on Advocacy for non-discriminatory legislative reforms.

**Yaounde, 21 May 2014** - Members of the National Commission on Human Rights and Freedoms and civil society organizations working in the area of human rights have been urged to intensify activities in the area of fight against discrimination by effectively carrying out advocacy for legislative reforms in this area.

The call was made by the Regional Representative and Director of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa Ahowanou Agbessi while opening a three day capacity building workshop for members of Cameroon national human rights institution and civil society actors on advocacy for legislative reforms in the area of non-discrimination



on Wednesday 14 May 2014 in Limbe, Cameroon. *“It is our wish that through this workshop, members of the National Commission on Human Rights and Freedoms and civil society organizations working in the area of human rights in Cameroon effectively carry*

*out advocacy for legislative reforms in the area of non-discrimination”* he said.

The over 30 participants from across the country were edified on: the various human rights instruments that prohibit discrimination; state obligations towards ratified human rights instruments, introduction to advocacy, advocacy and lobbying tools and techniques, networking for effective advocacy, and, advocacy planning and implementation. They were also drilled on the basic tools, techniques and strategies of advocating with specific decision makers such as the parliament.

The workshop was the second in a series planned for NHRI and civil society members this year to improve interventions in the area of human rights.



By UNCHR



## Suivi de la mise en œuvre des recommandations des organes des traités : Les OSC camerounaises en formation

*Une trentaine d'organisation de la société civile camerounaise venant des dix régions du pays ont également été formés sur les techniques de rédaction des rapports alternatifs destinés aux organes des traités.*



Photo de famille.

L'atelier organisé par le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) avait pour objectif principal d'octroyer à ces acteurs de la promotion et de la protection des droits de l'homme, les capacités nécessaires en matière de suivi des recommandations des organes des traités aux Etats parties aux conventions internationales et de leur fournir les compétences adéquates dans les techniques de rédaction des rapports alternatifs/complémentaires.

L'activité a été officiellement ouverte par le Secrétaire Régional de la commission nationale des droits de l'homme et des libertés du Cameroun pour le Sud-Ouest M. Tambe Tiku Christopher qui a souligné l'importance de la création des plateformes d'organisations de la société civile pour renforcer le processus de suivi des recommandations, mais aussi de rédaction et de soumission des rapports alternatifs aux organes des traités. La première journée de l'atelier a débuté avec la présentation de

l'environnement des droits de l'homme au niveau régional et international, et les participants ont eu l'occasion de passer en revue les engagements du Cameroun avec les instruments internationaux de droits de l'homme. La journée s'est achevée par une session pratique sur les techniques de rédaction du rapport d'un Etat adressé à un mécanisme de surveillance.

La deuxième journée de cet atelier s'est focalisé aux techniques de rédaction d'un rapport alternatif par la société civile. A la fin des travaux pratiques en groupe, une réflexion sur la mise en place d'un mécanisme d'OSC pour le suivi et le reporting aux organes des traités à été lancée et des recommandations adoptées à ce sujet. Il est attendu qu'un mécanisme de suivi de ces recommandations soit mis sur pieds, ce qui permettra au CNUDHD-AC de poursuivre son initiative de renforcement de capacités des OSC en la matière.

Par le CNUDHD



## CARO, ECCAS poised to redynamise cooperation ties

Yaounde/Libreville 13 May 2014

- The long standing memorandum of understanding between OHCHR Central African Regional Office (CARO) and the Economic Community of Central African States (ECCAS) will be redynamised. Areas of cooperation will be expanded and reinforced in the coming weeks.

This follows discussions between the heads of both institutions on 23 April 2014 in Libreville, Gabon. The Regional Representative and Director of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa Ahowanou Agbessi, presented CARO's 2014 plan of activities for the sub-region as a whole and Gabon in particular, stressing the need to revamp cooperation ties between both institutions

The Secretary General of ECCAS Ahmad Allam-Mi, on his part lauded CARO's human rights



*Heads of both institutions have agreed to turn a new page and ensure the protection and promotion of human rights and democracy within the Central African sub-region.*

promotion efforts within ECCAS. He offered to support CARO missions in Gabon as well as activities in countries of the sub region.

The Memorandum of

Understanding between the UN High Commission for Human Rights and ECCAS concerning cooperation in the area of human rights and democracy was established on 10 July 2002 in Durban.

By UNCHR

### For World Press Freedom Day - Saturday 3 May 2014

#### Absence of free media greatly compromises development – UN experts

**G**ENEVA – On the occasion of World Press Freedom Day, a group of 31 specialists\* from the largest body of independent experts in the United Nations Human Rights system called on all Governments to promote and protect the rights to freedom of expression and information, freedom of peaceful assembly, and freedom of association and public participation, essential for the full realization of all human rights for all and for the achievement of related development goals:

*“States must develop more inclusive political processes and allow the media to play a key role in guaranteeing the right of everyone, including those vulnerable to exclusion and discrimination, to freely access information and engage in meaningful development related discourse.*

*Individuals and communities, including marginalized ones, must be empowered to claim their rights. Democratic, transparent and participatory decision-making related to sustainable*

*development improves effective delivery of public services, reduces corruption and increases good governance at all levels.*

*We are deeply concerned at the ongoing attacks on journalists and human rights defenders involved in demanding good governance and governmental accountability, fighting corruption and protecting the human rights of those living in poverty.*

*Without free media to advocate for and monitor the implementation of the new set of post-2015 targets, there can be no real development for all marginalized, vulnerable or discriminated against. Not now, not ever.”*

(\*) Read the open letter by the independent human rights experts: <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14558&LangID=E>

ENDS.



# Renforcement de capacités : Staff de CARO et BINUCA

## Droits de l'homme en formation



Photo de famille.

**Yaoundé, 17 avril 2014** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme a organisé du 15 au 17 Avril 2014 un atelier de renforcement de capacités des officiers de Droits de l'Homme de son bureau régional pour l'Afrique Centrale (CARO) et de son bureau basé en République Centrafricaine : le Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA) devenue la Mission intégrée des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA) sur la protection des droits de l'homme et les conflits, la mobilisation des ressources et le plaidoyer.

Le formateur Liam Mahony, co-auteur du livre « Influence sur le terrain : Comprendre et renforcer l'impact de protection des présences sur le terrain des droits de l'homme des Nations Unies », a concentré les exposés pendant la formation sur la planification stratégique, le plaidoyer, le reporting et la mobilisation des ressources, cela en rapport

avec les bonnes pratiques identifiées dans son livre. Une analyse de l'ensemble des défis en matière de protection des droits de l'homme en République Centrafricaine et les stratégies employées par le BINUCA – Droits de l'Homme et Justice ont fait l'objet des échanges.

*Par le CNUDHD*



Travail en groupe.





## CARO takes part in nation-wide solidarity for kidnapped Nigerian girls



Campaign- « Bring Back Our Girls »

© UN WOMEN

**Y**aounde, 21 May 2014 - Over 150 girls, ambassadors, heads of international organizations including the United Nations Center for Human Rights and Democracy in Central Africa, civil society actors and the national and international media in Cameroon have advocated and campaigned for the rights and release of all the Nigerian girls kidnapped by the islamist militant group Boko Haram in Northern Nigeria.

The campaign on 16 May 2014 which was marked by a press briefing was organized by UN Women Cameroon and its Civil Society Advisory Group. Speaking to campaigners and journalist at the press briefing, Chantal Kingue Ekambi, programmes officer at UN Women Cameroon emphasized that the UN Women is extremely concerned about the

girls who were taken from their school in Chibouk, Borno State, Nigeria on the night of 14 April 2014.

*“Attacks against the freedom of the children and the targeting of schools are prohibited by international law and cannot be justified under any circumstances,”* Kingue warned.

Professor Justine Dikko, chair of the civil society advisory group called for the immediate release of the Nigerian school girls. *“We demand the immediate and unconditional release of our girls”* she said.

The campaign message was later on handed to the Nigerian High Commissioner to Cameroon Hadiza Mustapha who said *“Nigeria encourages the full support of Cameroon and other nations in their search for the missing girls. We also thank the UN Women in Cameroon for her action towards the global campaign.”* She added.

By UNCHR